



AVRIL 2018

L'ONTARIO OU LE QUÉBEC : QUI A LES PIRES FINANCES PUBLIQUES?

Par Mark Milke, avec la collaboration de Jasmin Guénette

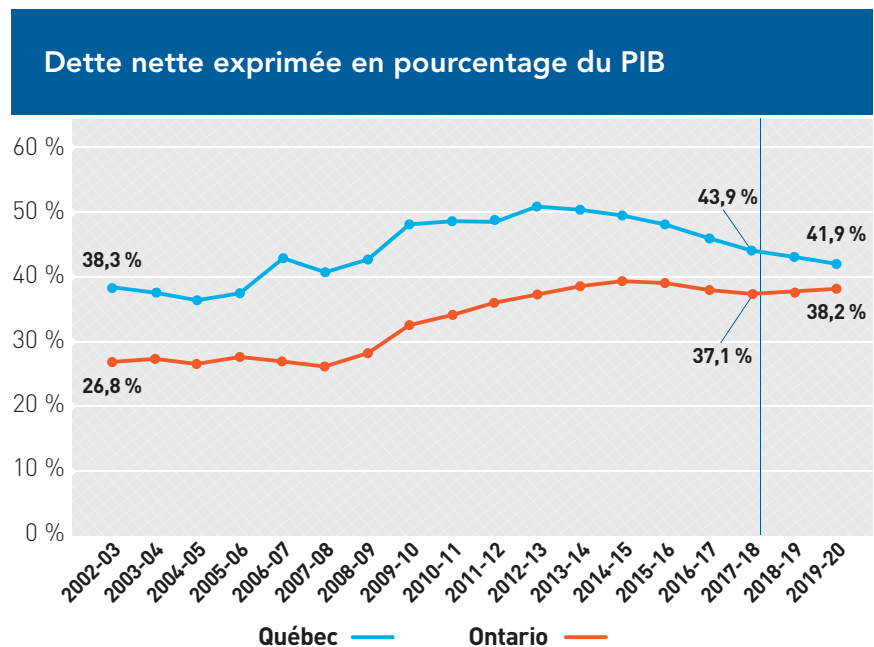
Pendant des décennies, le Québec a été reconnu pour le piètre état de ses finances publiques : des déficits à répétition, des dépenses considérables et des impôts élevés. Cependant, les budgets déposés ce printemps par le Québec et l'Ontario laissent croire que ce dernier cherche à lui ravir la palme de l'insouciance financière.

D'abord, en dépit du petit surplus qu'il a dégagé en 2017-2018, le gouvernement ontarien accusera un déficit de 6,7 milliards \$ en 2018-2019 et ne prévoit pas retrouver l'équilibre budgétaire avant 2024-2025¹. Sa dette nette s'élève actuellement à 308,2 milliards \$, soit 37,1 % du PIB², un ratio qui se remettra à augmenter au cours des prochaines années après le léger déclin observé depuis 2014-2015.

Le gouvernement du Québec, de son côté, a équilibré son budget chaque année depuis 2015-2016 et vient tout juste d'annoncer qu'il remboursera 10 milliards \$ de sa dette au cours des cinq prochaines années³. Sa dette nette de 181,1 milliards \$ est, en fonction du PIB (43,9 %), plus élevée que celle de l'Ontario, mais on prévoit que ce ratio continuera à décroître malgré une hausse de 4,7 % des dépenses cette année⁴. Comme l'illustre la Figure 1, les ratios de la dette nette des deux provinces par rapport à leur PIB respectif ont convergé de manière constante durant la dernière décennie.

Compte tenu de l'évolution de l'endettement des deux provinces, il apparaît moins surprenant que les frais d'emprunt du gouvernement

Figure 1



Note : Les données pour 2018-2019 et 2019-2020 sont des prévisions officielles.

Sources : Gouvernement du Québec, Budget du Québec 2018-2019, Statistiques budgétaires du Québec, Tableau 19 : Dette nette du gouvernement du Québec, 27 mars 2018; Gouvernement de l'Ontario, Budget de l'Ontario 2018 : Un plan axé sur le mieux-être et l'avenir, 28 mars 2018, p. 240.

du Québec, au début avril 2018, ont été pour la toute première fois inférieurs à ceux du gouvernement de l'Ontario. Pour une obligation de 10 ans, le taux du Québec était de 2,82 %, soit cinq points de base de moins que le taux ontarien de 2,87 %⁵. À la mi-avril, une importante agence de notation a d'ailleurs changé sa perspective des finances de la province, la faisant passer de « stable » à « négative », en raison de la décision du gouvernement ontarien d'engendrer des déficits de plusieurs milliards pour les six prochaines années fiscales⁶. Même si la dette du Québec demeure un peu plus élevée, ce qui compte est que la province est sur la bonne voie, tandis que la dette de l'Ontario augmente.

IMPÔTS ET DÉPENSES

Au chapitre des dépenses aussi, l'Ontario a imité la performance douteuse du Québec, ses dépenses de programmes (c'est-à-dire excluant les paiements d'intérêt sur la dette) passant de 13,1 à 16,8 % du PIB entre 2002-2003 et 2017-2018, une hausse de 28 %. Les dépenses de missions du Québec (une mesure comparable qui exclut les paiements d'intérêt sur la dette) sont passées de 19,3 à 23 % du PIB durant la même période, une augmentation de 19 %⁷.

En somme, le gouvernement de l'Ontario prend maintenant beaucoup plus de place dans l'économie de la province.

Évidemment, pour couvrir ces hausses de dépenses, les recettes des deux provinces ont aussi augmenté. En Ontario, elles sont passées de 15,1 à 17,7 % du PIB entre 2002-2003 et 2016-2017. Le Québec ne s'est pas laissé damer le pion : ses recettes sont passées de 18,5 à 19,8 % du PIB durant la même période⁸.

Les deux provinces ont un autre point commun depuis quelques années : les paiements de péréquation qu'elles reçoivent du gouvernement fédéral. L'Ontario a commencé à recevoir de tels paiements, conçus pour corriger les « disparités fiscales entre les provinces »⁹, en 2009-2010. Ceux-ci ont augmenté ensuite au point de dépasser les 3 milliards \$ pendant deux ans, mais ils ont diminué depuis et représentaient un peu moins de 1 milliard \$ cette année. Le Québec, en revanche, reçoit près de 12 milliards \$ à ce titre¹⁰.

LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO GROSSIT

Le portrait qui ressort de ces comparaisons est limpide : tant en ce qui a trait à la dette, aux dépenses qu'à la taxation, l'Ontario ressemble

de plus en plus au Québec. Cette convergence peut s'expliquer en partie par la meilleure performance affichée par le Québec ces dernières années, surtout en matière d'équilibre budgétaire et de réduction du ratio de sa dette nette par rapport au PIB.

Cependant, une partie beaucoup plus grande du rapprochement des situations du Québec et de l'Ontario est due à la détérioration des finances publiques de ce dernier depuis une quinzaine d'années. Sa dette nette a crû substantiellement, ses dépenses ont fortement augmenté et ses revenus aussi – tout cela en proportion du PIB. En somme, le gouvernement de l'Ontario prend maintenant beaucoup plus de place dans l'économie de la province.

Malgré les progrès récents du Québec, les deux provinces souffrent d'une dépendance à l'impôt, aux dépenses et aux emprunts. Elles devront en particulier s'attaquer à leurs lourdes dettes par de futurs impôts, une perspective qui devrait inquiéter tous ceux qui se préoccupent de la prospérité et du bien-être à long terme des citoyens des deux plus grosses provinces du pays.

RÉFÉRENCES

1. Gouvernement de l'Ontario, Perspectives économiques et financières de l'Ontario, 28 mars 2018.
2. Gouvernement de l'Ontario, *Budget de l'Ontario 2018 : Un plan axé sur le mieux-être et l'avenir*, 28 mars 2018, p. 240.
3. Gouvernement du Québec, *Budget 2018-2019 : Le Plan économique du Québec*, 27 mars 2018, p. 3.
4. *Ibid.*, p. G.65-G.66 et p. 6.
5. Marc-André Gagnon, « Le Québec paie moins cher pour ses emprunts que l'Ontario », *Le Journal de Montréal*, 9 avril 2018.
6. The Canadian Press, « Moody's just downgraded Ontario's financial outlook to 'negative' », *Financial Post*, 18 avril 2018.
7. Estimations pour 2017-2018. Gouvernement du Canada, ministère des Finances, Tableaux de référence financiers—Septembre 2017, Tableau 22 et 23, 19 septembre 2017; Gouvernement du Québec, *Budget 2018-2019, Statistiques budgétaires du Québec*, mars 2018; Gouvernement de l'Ontario, *op. cit.*, note 2, p. 228-229; Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0038 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, 2002-2016.
8. Gouvernement du Québec, *Budget du Québec 2018-2019, Statistiques budgétaires du Québec*, Tableau 19 : Dette nette du gouvernement du Québec, 27 mars 2018.
9. Gouvernement du Canada, ministère des Finances, Programme de péréquation, 19 décembre 2011.
10. Gouvernement du Canada, ministère des Finances, Soutien fédéral aux provinces et aux territoires, 2 février 2017.



Ce Point a été préparé par **Mark Milke**, analyste de politiques indépendant, en collaboration avec **Jasmin Guénette**, vice-président aux opérations de l'IEDM. Nous tenons à remercier Adrienne DeLong Snow pour sa contribution à cette publication. La *Collection Fiscalité* de l'IEDM vise à mettre en lumière les politiques fiscales des gouvernements et à analyser leurs effets sur la croissance économique et le niveau de vie des citoyens.

L'Institut économique de Montréal est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses publications, ses interventions et ses conférences, l'IEDM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et partout au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché. Il n'accepte aucun financement gouvernemental.